



Réunion des États parties

Distr. générale
13 juin 2013
Français
Original : anglais

Vingt-troisième Réunion

New York, 10-14 juin 2013

Pouvoirs des représentants à la vingt-troisième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer

Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

Présidente : M^{me} Kimberly **Louis** (Sainte-Lucie)

1. Le 10 juin 2013, les participants à la vingt-troisième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer ont constitué, sur la proposition de la Présidente, une commission de vérification des pouvoirs composée des neuf États parties suivants : Argentine, Côte d'Ivoire, Grèce, Indonésie, Lituanie, Malte, Myanmar, Sainte-Lucie et Tunisie.
2. La Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie le 12 juin 2013; M^{me} Kimberly Louis (Sainte-Lucie) a été élue à sa présidence par acclamation.
3. La Commission était saisie d'un mémorandum du Secrétariat daté du 12 juin 2013, portant sur les pouvoirs des représentants qui devaient participer à la vingt-troisième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.
4. Comme il est indiqué au paragraphe 1 du mémorandum, des pouvoirs en bonne et due forme émanant du chef d'État ou de gouvernement ou du ministre des affaires étrangères, ou d'une personne habilitée par l'un ou l'autre, avaient été reçus par le Secrétariat pour les représentants des 99 États ci-après : Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Angola, Arménie, Australie, Autriche, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Cameroun, Canada, Chili, Chine, Chypre, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Danemark, Djibouti, Égypte, Espagne, Estonie, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iraq, Irlande, Islande, Italie, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lettonie, Liban, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Myanmar, Namibie, Nauru, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Philippines, Portugal, République de Corée, République tchèque,



République-Unie de Tanzanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suriname, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Ukraine, Viet Nam, et Zimbabwe.

5. Comme indiqué au paragraphe 2 du mémorandum, des informations émanant de ministères, de missions permanentes auprès de l'Organisation des Nations Unies ou d'autres autorités ou services gouvernementaux avaient été communiquées par télécopie, par la voie diplomatique ou par l'intermédiaire de bureaux locaux des Nations Unies par les 34 États parties ci-après concernant la nomination de leurs représentants à la vingt-troisième Réunion : Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahamas, Bolivie (État plurinational de), Bosnie-Herzégovine, Cap-Vert, Comores, Équateur, ex-République yougoslave de Macédoine, Haïti, Îles Salomon, Japon, Jordanie, Lesotho, Maldives, Mali, Mozambique, Nigéria, Ouganda, Pakistan, Palaos, Pologne, Qatar, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Roumanie, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Togo, Uruguay et Zambie.

6. La Présidente a proposé à la Commission d'accepter les pouvoirs de tous les représentants visés dans le mémorandum du Secrétariat, étant entendu que des pouvoirs en bonne et due forme seraient communiqués dès que possible pour les représentants mentionnés au paragraphe 2 du mémorandum. Elle a également proposé à la Commission d'adopter le projet de résolution suivant :

La Commission de vérification des pouvoirs,

Ayant examiné les pouvoirs des représentants à la vingt-troisième Réunion des États parties à la Convention de Nations Unies sur le droit de la mer dont la liste figure dans le mémorandum du Secrétariat daté du 12 juin 2013,

Accepte les pouvoirs des représentants concernés.

7. La Commission a adopté le projet de résolution sans le mettre aux voix.

8. La Présidente a ensuite proposé que la Commission recommande à la vingt-troisième Réunion des États parties d'adopter un projet de résolution (voir par. 10 ci-après). La proposition a été adoptée sans mise aux voix.

9. Compte tenu de ce qui précède, le présent rapport est soumis à la vingt-troisième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Recommandation de la Commission de vérification des pouvoirs

10. La Commission de vérification des pouvoirs recommande à la vingt-troisième Réunion des États parties d'adopter le projet de résolution suivant :

**Pouvoirs des représentants à la vingt-troisième Réunion
des États parties à la Convention des Nations Unies
sur le droit de la mer**

*La Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le
droit de la mer*

Approuve le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.
